CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE

**POUR MENER A BIEN UN PROJET OU UNE OPERATION IDENTIFIÉ**

(en application des articles l332-24 A 332-26 du code général de la fonction publique)

*(durée minimale d’1 an et maximale de 6 ans, renouvelable par décision expresse dans la limite d’une durée totale de 6 ans)*

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction du contrat. Elles doivent être supprimées de la version définitive.***

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L332-24 à L332-26 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu la délibération créant un emploi non permanent de …………………… *(grade)* portant création d’un emploi non permanent et autorisant le recrutement d’un agent contractuel pour mener à bien un projet ou une opération identifié ;

Vu la déclaration de vacance de l'emploi faite auprès du Centre de Gestion sous le n° …………… ;

Vu la candidature de M ………………………… ;

Considérant que le cocontractant remplit les conditions générales de recrutement énumérées à l'article 2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisé ;

 *(Le cas échéant)* Considérant que l’intéressé(e) est titulaire de *(préciser éventuellement titre/diplôme et/ou expériences professionnelles) ;*

Considérant qu’il est nécessaire de recruter un agent en contrat à durée déterminée pour mener à bien le projet/l’opération de ……………… *(description du projet ou de l’opération identifié)*;

*(Le cas échéant)*Considérant que l’intéressé(e) est par ailleurs titulaire et affilié(e) à la CNRACL, et a donc vocation à être recruté par la voie du détachement,

Entre les soussignés

Monsieur le Maire *(ou Monsieur le Président)* de …………………………,

et

M …………………………, né(e) le ……………………, demeurant ……………………………………………………;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DU CONTRAT

A compter du ……………………, M ………………………… est engagé*(e)* pour exercer les fonctions de ……………………………………………… en qualité de ………………………………………………………… *(préciser le grade)* contractuel, grade de catégorie … *(A, B ou C)*, pour une durée déterminée de  ……………………………… *(durée minimale d’1 an et maximale de 6 ans),*soit jusqu’au………………………… inclus.

ARTICLE 2 : PERIODE D’ESSAI

M ………………………… est soumis(e) à une période d’essai de ………………………… *(période d’essai qui peut être modulée à raison d’un jour ouvré par semaine de durée de contrat, dans la limite de 3 semaines lorsque la durée initialement prévue au contrat est inférieure à 6 mois ou dans la limite d’un mois lorsque la durée initialement prévue au contrat est égale à 6 mois et inférieure à 1 an ou dans la limite de 2 mois lorsque la durée initialement prévue au contrat est égale à 1**an*) qui permettra à la collectivité d’évaluer les compétences de l’agent et à ce dernier d’apprécier si les fonctions occupées lui conviennent.

(*le cas échéant)* La collectivité se réserve la possibilité de renouveler une fois la période d’essai pour une durée au plus égale à sa durée initiale.

*N.B. : La possibilité de renouveler la période d’essai doit être obligatoirement stipulée dans le contrat si la collectivité souhaite la renouveler.*

*ou*

M ………………………… n’est pas soumis(e) à une période d’essai.

*N.B. : Aucune période d’essai ne pourra être prévue lorsqu’un contrat est renouvelé avec un même agent pour exercer les mêmes fonctions que celles prévues par le précédent contrat.*

ARTICLE 3 : TEMPS DE TRAVAIL ET REMUNERATION

Pour l’exécution du présent contrat, M ………………………… exercera ses fonctions à temps complet/non complet pour une durée hebdomadaire d’emploi de ………… heures et percevra une rémunération calculée sur la base de l’indice brut ………………, *(le cas échéant)* le supplément familial de traitement ainsi que *(le cas échéant))* les primes et indemnités instituées par l’assemblée délibérante.

ARTICLE 4 : CONGES ANNUELS

Le co-contractant en activité a droit, dans les conditions prévues par le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, à un congé annuel dont la durée et les conditions d’attribution sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires.

A la fin d’un contrat à durée déterminée ou en cas de licenciement n’intervenant pas à titre de sanction disciplinaire, le co-contractant qui, du fait de l’autorité territoriale en raison notamment de la définition du calendrier des congés annuels, n’a pu bénéficier de tout ou en partie de ses congés annuels a droit à une indemnité compensatrice dans les conditions suivantes :

* 1/10ème de la rémunération totale brute perçue sur la durée du contrat, lorsque le co-contractant n’a pu bénéficier d’aucun congé annuel,

- lorsque le co-contractant a pu bénéficier d’une partie de ses congés annuels, l’indemnité compensatrice est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris.

ARTICLE 5 : SECURITE SOCIALE – RETRAITE

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de M …………………………est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale.

M ………………………… est affilié*(e)* à l'IRCANTEC.

*OU*

*(si l’agent est par ailleurs titulaire et affilié à la CNRACL, et donc recruté par la voie du détachement)* Pendant toute la durée du présent contrat, M ………………………… reste affilié*(e)* à la CNRACL. Les retenues et contributions sont calculées sur la base du traitement afférent à l'emploi d'origine. Elles sont versées à la CNRACL par la collectivité d'origine, qui est remboursée par la collectivité d'accueil.

ARTICLE 6 : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT *(si la durée du contrat est inférieure à 6 ans)*

Lorsque le contrat de projet a été conclu pour une durée inférieure à six ans et que le projet ou l'opération prévu par le contrat de projet n'est pas achevé au terme de la durée initialement déterminée, l'autorité territoriale notifie à l'agent son intention de renouveler ou non le contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre signature :

* Au plus tard deux mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure ou égale à trois ans ;
* Au plus tard trois mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure à trois ans.

S’il est proposé à M …………………………de renouveler le contrat d’engagement, l’intéressé*(e)* disposera d’un délai de huit jours pour faire connaître, le cas échéant, son acceptation. En cas de non réponse dans ce délai, l’intéressé*(e)* est présumé*(e)* renoncer à son emploi.

ARTICLE 7 : RUPTURE DU CONTRAT

**1) A l’initiative de l’employeur, après expiration d’un délai d’un an à compter de la date d’effet du contrat initial**

Le contrat est susceptible de prendre fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, à savoir ……………………. *(définir précisément l’événement ou le résultat objectif permettant de déterminer la fin de la relation contractuelle ainsi que les modalités d’évaluation et de contrôle de ce résultat)*.

Il peut être également mis fin au présent contrat, à l’initiative de l’employeur, dès lors que le projet pour lequel celui-ci a été conclu ne peut pas se réaliser *(notamment en cas de force majeure ou pour un motif d’intérêt général)*.

Dans les deux cas, la rupture de l’engagement intervient après le respect d’un délai de prévenance par l’autorité territoriale. L’agent est informé de la fin de son contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre signature :

* Au plus tard deux mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure ou égale à trois ans ;
* Au plus tard trois mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure à trois ans.

En cas de rupture anticipée du présent contrat, l’employeur versera une indemnité de rupture d’un montant égal à 10% de la rémunération totale perçue à la date de l’interruption du contrat.

**2) Licenciement à l'initiative de la collectivité employeur**

Le licenciement ne pourra intervenir qu’au terme de la procédure prévue par le décret n°88-145 du 15 février 1988.

M ………………………… ne peut être licencié(e) avant le terme de son engagement qu’après un préavis de :

* 1 mois pour l’agent justifiant d’une ancienneté de services égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans auprès de l’autorité qui l’a recruté,
* 2 mois pour l’agent justifiant d’une ancienneté de services égale ou supérieure à 2 ans auprès de l’autorité qui l’a recruté.

*L’ancienneté est décomptée jusqu’à la date d’envoi de la lettre de notification du licenciement. Elle est calculée compte tenu de l’ensemble des contrats conclus avec l’agent licencié, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions sous réserve que cette interruption n’excède pas 4 mois et qu’elle ne soit pas due à une démission de l’agent.*

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n’est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire ainsi qu’au cours ou à l’expiration d’une période d’essai.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec demande d’avis de réception.

**3) Démission**

M ………………………… devra le cas échéant, informer l’autorité territoriale de son intention de démissionner par lettre recommandée avec demande d’avis de réception en respectant le préavis d’une durée de :

* 1 mois pour l’agent justifiant d’une ancienneté de services égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans auprès de l’autorité qui l’a recruté,
* 2 mois pour l’agent justifiant d’une ancienneté de services égale ou supérieure à 2 ans auprès de l’autorité qui l’a recruté.

*L’ancienneté est décomptée jusqu’à la date d’envoi de la lettre de démission. Elle est calculée compte tenu de l’ensemble des contrats conclus avec l’agent, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions sous réserve que cette interruption n’excède pas 4 mois et qu’elle ne soit pas due à une démission de l’agent.*

ARTICLE 8 : DROITS ET OBLIGATIONS

Pendant toute la période d'exécution du présent contrat, M ………………………… est soumis(e) aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par le Code Général de la Fonction Publique et par le décret n°88-145 du 15 février 1988.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN PROFESSIONNEL *(si la durée du contrat est supérieure à 1 an)*

M ………………………… bénéficie chaque année d'un entretien professionnel qui donne lieu à un compte rendu, en application de l’article 1-3 du décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisé.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

Les litiges nés de l’exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative dans le respect du délai de recours de 2 mois à compter de la notification.

Une ampliation du présent acte sera transmise :

* au représentant de l’Etat,
* au comptable de la collectivité,
* à Monsieur le Président du Centre de Gestion

Fait à …………………………,

Le ……………………………,

L’agent (date et signature) Le Maire *(ou Le Président)*,

**Pièces annexées au présent contrat** *(si elles existent)* :

* Le(s) document(s) récapitulant l’ensemble des instructions de service opposables aux agents titulaires et contractuels *(exemples : règlement intérieur, note de service, charte…)*.
* Les certificats de travail délivrés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics, communiqués par l’agent.
* La fiche de poste.